

<b>La pornographie en libre accès aux mineurs n'est pas un "e-service" c'est un Eurocrime</b>	<b>2</b>
<b>Note explicative (FR)</b>	<b>2</b>
<b>Pornography freely available to minors is not an "e-service", it's Eurocrime</b>	<b>4</b>
<b>February 23, 2025</b>	<b>4</b>
<b>Explanatory note (EN)</b>	<b>4</b>



## La pornographie en libre accès aux mineurs n'est pas un "e-service" c'est un Eurocrime

Le 23 février 2025

### Note explicative (FR)

#### Contexte

**L'accès des enfants et adolescents aux contenus pornographiques a de très lourdes et irréversibles conséquences sur leur santé mentale, entrave leurs droits fondamentaux et façonne une société mortifère pour demain.**

Le visionnage de contenus à caractère sexuel est en soit traumatique pour les jeunes enfants, mais depuis plus de 20 ans, la pornographie consommé par les mineurs est bien plus que des scène de sexe crus. Elle donne à voir des violences physiques ou sexuelles, des actes de violence extrême allant jusqu'à la torture des femmes et des filles , ou des femmes hurlent , pleurent, saignent, s'étouffent, des insultes misogynes et discours de haine, raciste, xénophobe, ou sexiste. Les femmes et les filles y sont soit objectifiées, soumises aux hommes qui les pénètrent; soit aimant cette violence. La pédocriminalité y est présentée comme excitante. La haine misogyne et l'apologie du viol et de la violence est au coeur du discours pornographique.

**Aujourd'hui, les enfants sont exposés aux contenus pornographiques dès 11 ans**, à l'âge d'accession à un téléphone portable. En France, 51% des garçons de 11-12 ans visionnent de la pornographie régulièrement (contre 65% des 16-17 ans et 55% des hommes majeurs).

Cette exposition constitue selon la chercheuse en neurobiologie Maria Hernandez un véritable "viol psychique". De nombreuses études démontrent aujourd'hui que l'exposition à ces contenus renforce la culture du viol chez les garçons, augmente la victimisation chez les filles, diminue la capacité empathique, désensibilise à la violence et facilite le passage à l'acte vers des violences sexuelles et physiques contre les femmes et les filles.

**Dans ce contexte, de nombreux pays tentent ces dernières années d'imposer aux sites pornographiques des contrôles d'âge pour empêcher cette exposition aux mineurs.**

**Contexte en France :**

> Depuis 1994, l'exposition des mineurs à la pornographie est interdite (article 227-24 du Code Pénal). Les sites ont le plus souvent un dispositif auto-déclaratif "avez vous plus de 18 ans ?" Pourtant, jamais cette disposition n'a donné lieu à des poursuites contre les plateformes pornographiques. En 2021, 3 associations ont pourtant introduit auprès du parquet des mineurs de Paris 5 plaintes pour "diffusion d'images pornographiques aux mineurs" et "diffusion de contenus pédopornographiques" contre les 5 principales plateformes pornographiques. A ce jour, ces plaintes sont restées sans suite. Pourtant les infractions ont été constatées par des constats d'huissiers.

> **La loi du 30 juillet 2020 oblige les plateformes pornographiques à mettre en place un contrôle d'âge effectif.** Elle donne le mandat à l'ARCOM de poursuivre les sites récalcitrants qui peuvent être bloqués ou sanctionnés par des amendes.

> Le Conseil d'Etat a été saisi par les entreprises tchèques, **Webgroup Czech Republic & NKL Associates sro**, propriétaires de Xvidéos et Xnxx d'un recours en annulation contre le décret d'application de cette loi en soulevant l'absence de notification de la loi de 2020 et du décret de 2021 à la Commission et à la République tchèque, en méconnaissance de l'article 3 de la directive 2000/31/CE du 8 juin 2000; la méconnaissance des principes de sécurité juridique et de proportionnalité; et la méconnaissance des objectifs de la directive 2000/31/CE tenant à l'imposition de mesures à caractère général et abstrait visant une catégorie de services donnés de la société de l'information décrite en des termes généraux et s'appliquant indistinctement à tout prestataire de cette catégorie de services.

> Le 6 mars 2024, Le Conseil d'Etat (CE) a prononcé un sursis à statuer, renvoyant **3 questions préjudicielles à la CJUE (Cour de Justice de l'Union Européenne)**

[https://www.lemonde.fr/pixels/article/2024/03/06/blocage-des-sites-pornographiques-le-conseil-d-etat-saisit-la-cour-de-justice-de-l-union-europeenne\\_6220502\\_4408996.html](https://www.lemonde.fr/pixels/article/2024/03/06/blocage-des-sites-pornographiques-le-conseil-d-etat-saisit-la-cour-de-justice-de-l-union-europeenne_6220502_4408996.html)

<https://www.actu-juridique.fr/droit-europeen-ue/you-porn-la-cjue-face-au-defi-de-la-protection-des-mineurs/>

**Les questions qui ont été transmises à la CJUE par le CE peuvent être résumées ainsi :**

-En premier lieu, des dispositions relevant du droit pénal, notamment des dispositions générales et abstraites qui désignent certains agissements comme constitutifs d'une infraction pénale susceptible de poursuites, doivent-elles être regardées comme relevant du « domaine coordonné » par la directive 2000/31/CE?

-En deuxième lieu, le fait d'imposer à des éditeurs de services de communication en ligne de mettre en oeuvre des dispositifs destinés à prévenir la possibilité pour des mineurs d'accéder aux contenus pornographiques qu'ils diffusent doit-il être regardé comme relevant du « domaine coordonné » par la directive 2000/31/CE,

-En troisième lieu, comment doit s'opérer la conciliation entre les exigences résultant de la directive 2000/31/CE et celles qui découlent de la protection des droits fondamentaux dans l'Union européenne, plus particulièrement de la protection de la dignité humaine et de l'intérêt supérieur de l'enfant, garantis par les articles 1er et 24 de la Charte des droits fondamentaux?

● **Nos associations (avec Les Effrontées), par l'intermédiaire de notre avocate Lorraine Questiaux, ont produit des observations** pour rappeler :

○ Le caractère profondément nocif de la pornographie pour les enfants tant elle montre des violences sexistes et sexuelles. Que la pornographie est contraire au principe d'égalité entre les femmes et les hommes. Que la pornographie constitue un discours de haine qui est un eurocrime depuis l'entrée en vigueur de la directive sur les violences faites aux femmes. Que la pornographie est incompatible avec le principe de la dignité humaine (Article 1 de la charte des droits fondamentaux de l'UE) et contraire à l'ordre public européen.

○ Que la pornographie est contraire à la nécessaire protection de la santé et l'intégrité psychique des mineurs.

○ **Que pour toutes ces raisons, les plateformes pornographiques ne sauraient revendiquer la protection du droit de l'UE ( liberté de circulation ) pour s'opposer à la législation française ( en faisant une application de l'arrêt Josemans C-137/09 de la CJUE ).**

> **L'affaire sur le contrôle d'âge sur les contenus pornographiques est renvoyée devant la Grande Chambre de la CJUE : Audience le 24 mars (Délibéré un mois plus tard) Ce renvoi en Grande Chambre signifie que la CJUE rendra un arrêt de principe sur une question fondamentale pour le droit des enfants, des femmes et toute la société.** En bref, cette décision de la CJUE est absolument cruciale pour reconnaître la caractère nocif de la pornographie et faire en sorte de pouvoir en réglementer la diffusion. De la même façon que cela a pu être fait pour la vente de drogues.

**La liberté de commerce (électronique) ne peut venir supplanter des principes supérieurs de dignité humaine, de l'intérêt de l'enfant, de la protection de la santé, d'intégrité psychique des mineurs, ou de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles.**

Si bien entendu, nous ne pouvons pas interpeller directement la CJUE dont les décisions sont souveraines, **nous pouvons, par une action coordonnée, montrer que dans le débat public européen, un consensus émerge pour dire que les mineurs doivent être protégés de ces contenus violents et misogynes.**

Or, les institutions européennes , et la CJUE peine à prendre conscience des réalités que recouvre la pornographie. L'industrie phonographique dispose de moyens colossaux pour dissimuler sa nocivité et fabriquer de fausses croyances dans l'opinion, de telle sorte que sa dangerosité est constamment sous évaluée ce qui permet de passer sous les radars. Ce contentieux est l'occasion de mettre la lumière sur la réalité matérielle de la pornographie et déconstruire le narratif de l'industrie . **La CJUE a le pouvoir de faire sortir la pornographie du marché et le faire entrer dans la liste noire des "industries criminelles" à combattre.**



## Pornography freely available to minors is not an “e-service”, it’s Eurocrime

February 23, 2025

### Explanatory note (EN)

#### Context

**Children's and teenagers' access to pornographic content has very serious and irreversible consequences on their mental health, hinders their fundamental rights and shapes a mortifying society for tomorrow.**

Viewing sexual content is in itself traumatic for young children, but for more than 20 years, the pornography consumed by minors has been much more than raw sex scenes. It depicts physical and sexual violence, extreme acts of violence including torture of women and girls, screaming, crying, bleeding and choking, misogynistic insults and racist, xenophobic or sexist hate speech. Women and girls are either objectified, submissive to the men who penetrate them, or love this violence. Pedocriminality is presented as exciting. Misogynist hatred and apology for rape and violence are at the heart of pornographic discourse.

**Today, children are exposed to pornographic content from the age of 11**, the same age at which they have access to a cell phone. In France, 51% of 11-12 year-old boys view pornography regularly (compared with 65% of 16-17 year-olds and 55% of adult men).

According to neurobiology researcher Maria Hernandez, this exposure constitutes a veritable “psychic rape”. Numerous studies now show that exposure to such content reinforces rape culture in boys, increases victimization in girls, diminishes empathy, desensitizes to violence and facilitates the act of sexual and physical violence against women and girls.

**Against this backdrop, in recent years many countries have tried to impose age controls on pornographic sites to prevent exposure to minors.**

#### Context in France :

> Since 1994, the exposure of minors to pornography has been prohibited (article 227-24 of the French Penal Code). Most sites have a self-declaratory “are you over 18?” feature.

However, this provision has never led to prosecutions against pornographic platforms. In 2021, however, 3 associations filed 5 complaints with the Paris juvenile prosecutor's office for “distribution of pornographic images to minors” and “distribution of child pornography content” against the 5 main pornographic platforms. To date, no action has been taken on these complaints. However, the infringements have been recorded by bailiffs.

> **The law of July 30, 2020 obliges pornographic platforms to implement effective age control.** It mandates ARCOM to pursue recalcitrant sites, which may be blocked or fined.

> **The Czech companies Webgroup Czech Republic & NKL Associates sro**, owners of XVIDÉOS and XNXX, brought an action for annulment of the decree implementing this law before the Conseil d'Etat, citing the failure to notify the Commission and the Czech Republic of the 2020 law and the 2021 decree, in breach of article 3 of Directive 2000/31/EC of June 8, 2000; disregard of the principles of legal certainty and proportionality; and disregard of the objectives of Directive 2000/31/EC in imposing measures of a general and abstract nature aimed at a given category of

information society services described in general terms and applying indiscriminately to any provider of that category of services.

> **On March 6, 2024, the Conseil d'Etat issued a stay of proceedings, referring 3 questions to the CJEU (Court of Justice of the European Union) for a preliminary ruling.**

[https://www.lemonde.fr/pixels/article/2024/03/06/blocage-des-sites-pornographiques-le-conseil-d-etat-saisit-la-cour-de-justice-de-l-union-europeenne\\_6220502\\_4408996.html](https://www.lemonde.fr/pixels/article/2024/03/06/blocage-des-sites-pornographiques-le-conseil-d-etat-saisit-la-cour-de-justice-de-l-union-europeenne_6220502_4408996.html)

<https://www.actu-juridique.fr/droit-europeen-ue/you-porn-la-cjue-face-au-defi-de-la-protection-des-mineurs/>

**The questions referred to the CJEU by the EC can be summarized as follows:**

-First, are provisions of criminal law, in particular general and abstract provisions which designate certain conduct as constituting a criminal offence liable to prosecution, to be regarded as falling within the “coordinated field” of Directive 2000/31/EC?

-Secondly, should requiring publishers of online communication services to implement systems designed to prevent minors from accessing the pornographic content they disseminate be considered as falling within the “coordinated field” of Directive 2000/31/EC?

-Thirdly, how are the requirements of Directive 2000/31/EC to be reconciled with those arising from the protection of fundamental rights in the European Union, in particular the protection of human dignity and the best interests of the child, as guaranteed by Articles 1 and 24 of the Charter of Fundamental Rights?

**Our associations (along with Les Effrontées), through our lawyer Lorraine Questiaux, have produced a number of observations recalling :**

- The profoundly harmful nature of pornography for children, as it shows sexist and sexual violence. That pornography is contrary to the principle of equality between men and women. That pornography constitutes hate speech, which has been a Eurocrime since the directive on violence against women came into force. That pornography is incompatible with the principle of human dignity (Article 1 of the EU Charter of Fundamental Rights) and contrary to European public policy.
- That pornography is contrary to the necessary protection of the health and psychological integrity of minors.
- **For all these reasons, pornographic platforms cannot claim protection under EU law (freedom of movement) in order to oppose French legislation (applying the CJEU's Josemans C-137/09 ruling).**

**> The case around age control on pornographic content has been referred to the Grand Chamber of the CJEU: Hearing on March 24 (Deliberation one month later) This referral to the Grand Chamber means that the CJEU will deliver a ruling of principle on a fundamental issue for the rights of children, women and society as a whole.** In short, this CJEU decision is absolutely crucial to recognizing the harmful nature of pornography and ensuring that its distribution can be regulated. In the same way as was done for the sale of drugs. **Freedom of (electronic) commerce cannot override the higher principles of human dignity, the interests of the child, the protection of health, the psychological integrity of minors, or the fight against violence against women and girls.**

While we cannot of course directly challenge the CJEU, whose decisions are sovereign, **we can, through coordinated action, show that a consensus is emerging in the European public debate that minors must be protected from violent and misogynistic content.**

However, the European institutions, including the CJEU, are struggling to come to grips with the realities of pornography. The phonographic industry has colossal resources at its disposal to conceal its harmfulness and fabricate false beliefs in public opinion, so that its dangerousness is constantly underestimated, allowing it to fly under the radar. This dispute is an opportunity to shed light on the material reality of pornography and deconstruct the industry's narrative. **The CJEU has the power to take pornography off the market and put it on the blacklist of “criminal industries” to be combated.**